



UNION REGIONALE
DES SYNDICATS
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE
URSEN CGT

UNION LOCALE CGT
RENNES SUD EST
5, rue de la SAUVAIE
35000 RENNES

FÉDÉRATION DE
L'ÉDUCATION, DE
LA RECHERCHE ET
DE LA CULTURE

Déclaration de la CGT ÉDUC'ACTION BRETAGNE

À la commission consultative paritaire des agents non titulaires

(Mercredi 18 octobre 2023)

Madame la Présidente de Commission, Mesdames, Messieurs,

En préambule à notre déclaration, la CGT ÉDUC'ACTION BRETAGNE tient à rendre hommage à notre camarade et élue à la CCPANT, Édith Wolff, qui a accompagné son mari, et compagnon de route toujours présent à nos côtés pour défendre nos causes humanistes, jusqu'à son dernier souffle. Nous voulions également remercier les collègues de la DP6 pour avoir pris en considération la situation de Madame Wolf.

Dans un autre registre, nous voulions aussi faire remarquer que des améliorations dans les annonces d'affectations des contractuels ont été remarquées au début de l'été.

Les mots justes manqueront certainement dans ce requiem pour qualifier les maux dont souffrent les nations face à la haine et la mort décrétées par les fanatiques et obscurantistes de tous bords.

La France, une fois de trop endeuillée, n'échappe malheureusement pas à leur projet mortifère.

Car, qui aurait pu imaginer de nous retrouver aujourd'hui dans cette salle Samuel Paty, trois ans après son assassinat, le 16 octobre 2020, et au lendemain de l'hommage rendu par l'ensemble de la communauté éducative de France, à devoir nous replonger dans l'effroi et la peine, à la suite de l'acte barbare dont fut victime l'un de nos collègues de la cité scolaire Gambetta d'Arras, Dominique Bernard, lâchement assassiné sur son lieu de travail, vendredi 13 octobre 2023.

La CGT Éduc'action adresse à nouveau toutes ses pensées aux familles de toutes les victimes et à leurs proches, mais également aux personnels et aux élèves de l'établissement.

Mais combien de plaques commémoratives devons nous encore dévoiler dans nos lieux, dits sanctuarisés, si elles sont invisibles pour celles et ceux dont les regards s'en détournent sciemment, comme pour mieux justifier leur chronique de morts annoncées ?

Au cours de ces quarante dernières années, dix professeurs et proviseurs ont été tués en France dans l'exercice de leurs fonctions. Depuis vendredi, dans les rassemblements, dans les établissements, les émotions étaient palpables. Mais l'une d'entre-elles, la colère, oui, la colère commence à dominer. En 40 ans, 10 morts et ... rien. Rien n'a changé. Pire, nous, personnels de l'éducation nationale, sommes devenus des cibles. Cibles privilégiées d'une guerre de civilisation.

Nos familles s'inquiètent, angoissent et nous interrogent sur notre engagement ! Les vôtres également ! Mais force est de constater qu'elles sont bien seules à se soucier de nous !

La CGT Éduc'action rappelle qu'elle refuse que ce drame soit récupéré à des fins politiciennes et qu'il serve à la stigmatisation d'une partie de la population ou à imposer une politique réactionnaire, autoritaire et sécuritaire de l'Éducation.

Pour la CGT Éduc'action, l'École doit rester un lieu protégé de toute violence et de tout obscurantisme afin de garantir son rôle d'émancipation pour toutes et tous.

Notre organisation déplore que les appels à augmenter la présence de personnels dans les établissements ne soient pas entendus, déplore que l'autorité la plus haute de l'État revendique le mécanisme du bouc émissaire comme mode de gouvernement pour faire des postes d'enseignant une variable d'ajustement budgétaire, de couper, réforme après réforme, dans les temps d'enseignement des matières générales en lycée professionnel, de nous désigner comme responsables des difficultés de recrutement des entreprises. Non, nous ne sommes pas coupables des malaises de la société, encore moins enclins à accepter l'entrisme de l'intérêt privé dans nos établissements.

Pour éviter cela, le gouvernement doit réagir au plus vite pour pallier aux manques de personnels constatés malgré ses annonces non tenues d'un.e enseignant.e devant chaque classe en cette nouvelle rentrée scolaire.

Aussi, la CGT réclame des moyens humains à hauteur des besoins réels dans toutes les écoles de France avec des formations adaptées qui garantissent enfin des conditions de vie et de travail attractives et sécurisantes pour toutes et tous. Nous ne pouvons que constater les inégalités de traitement que subissent les néo-contractuels en matière de formation. Ce ne sont pas quelques mercredis de formation qui les mettent dans des conditions sereines d'exercice du métier d'enseignant, face à des classes dans lesquelles règnent les difficultés croissantes notamment celles liées à l'école inclusive. Au moins, cette politique éducative parviendra peut-être à faire taire les parents soucieux de la formation de leurs enfants.

De plus, il conviendra de maintenir les formations nécessaires sur le temps de travail, et non les généraliser durant les vacances scolaires, car vitalemment réparatrices et bénéfiques pour le repos des corps et des esprits, d'autant si elles venaient à s'amenuiser comme annoncé par le président Macron cet été.

Quant à celles adossées à une nouvelle carte pluriannuelle en devenir, il serait souhaitable que la crainte légitime exprimée par nos collègues des filières professionnelles du tertiaire, dont le futur induit par la réforme de la Voie Professionnelle dictée par le Patronat reste incertain, n'affecte pas l'équilibre voire la survie de nos LP publics, mais aussi leur vie quotidienne par une mobilité subie voire une reconversion contrainte pour finir.

Car, la seule réponse inquiétante donnée pour cette rentrée est l'idiosyncrasique Pacte du gouvernement qui fragilisera un peu plus davantage notre bien commun qu'est l'École, véritable colosse moderne aux pieds d'argile, en maintenant ses murs grâce à la généralisation imposée des briques bien friables. Nous dénonçons déjà la dérégulation des salaires au bénéfice des matières en tension, maintenant ce sont les inégalités des augmentations de salaire de septembre entre contractuels et titulaires qui alimentent les rancœurs. Le saupoudrage du salaire des contractuels est largement insuffisant dans ce contexte inflationniste. C'est pour ces raisons que la CGT réclame la titularisation sans condition des contractuels.

Et au fait, jusqu'à quand allez-vous encore nous faire miroiter une nouvelle grille indiciaire ?

Que dire enfin, des nouvelles modalités de mise en œuvre de formation « Lycéens au Cinéma », depuis la rentrée scolaire, quand dorénavant, je cite le courrier de la DRAEAC (délégation régionale académique à l'éducation artistique et culturelle) du 2 octobre 2023, « un.e seul.e enseignant.e ne pourra assister à tout ou partie du stage...en fonction de ses contraintes d'emploi du temps » !

Est-ce réellement ainsi que le 100% EAC (l'éducation artistique et culturelle) tant vanté dans notre académie sera bénéfique pour les élèves les plus éloigné.es des salles obscures ? Bizarre, vous avez dit bizarre ?

De plus, il est urgent de pas ajouter de la plus-value à la souffrance, à l'usure et à l'épuisement de l'ensemble des personnels de l'Éducation Nationale, déboussolés, démunis et désarmés, croulant davantage chaque jour sous la surcharge de travail pour répondre urgemment à toutes les injonctions hiérarchiques plus préoccupés par de bons résultats chiffrés, bien que toujours soumis aux sempiternelles contraintes budgétaires, qu'à la protection voire préservation humaine.

Alors oui, il serait bon enfin d'écouter et d'entendre ces voix assourdissantes et dissonantes des salles de repos de nos établissements scolaires et des bureaux des personnels des services départementaux et académiques qui ne trouvent que peu d'écho voire aucune réponse, quand bien même elles sont factuellement visibles dans les registres de sécurité de santé au travail.

Il en va ainsi du devenir des fiches SST, comme des épitaphes que nous continuerons d'inscrire sur le monument de nos disparu.es, de simples lettres mortes !

Pour conclure, le bilan académique de rentrée présenté au CSA-A d'hier ne nous reconforte pas tant les décisions contraintes liées à la sacro-sainte prédiction démographique ne seront jamais à la hauteur des attendus de pouvoir enseigner et apprendre en toute sécurité.

Dès lors, nous attendons le jour proche où sonnera l'hallali pour les ennemi.es du savoir et de la raison, pour qu'enfin le glas ne retentisse plus à la place de nos sonneries, synonyme de joie et de vie dans nos cours d'école !

Merci de votre attention.

Mme Wolf Edith et M. Kervadec Laurent
Les élu.es CGT Educ'action Bretagne à la CCP ANT de Rennes.